

Retour du Politburo

La scène politique russe après le « départ » de Poutine

Agnieska MONIAK-AZZOPARDI

En remplaçant Poutine au poste de Président, Dmitri Medvedev est formellement devenu le nouveau maître de la Russie. Mais formellement uniquement, car le vrai pouvoir appartient aux groupes d'influence dont se compose le « système » créé par Poutine, et sur lequel Medvedev a peu de prise.

« Si les citoyens accordent leur confiance à Dmitri Anatolievitch Medvedev, et s'il est élu président, alors, je serai prêt à poursuivre mon travail en tant que chef du gouvernement », déclarait Vladimir Poutine le 17 décembre dernier, lors du congrès du parti « La Russie unie » dont il est désormais le chef et qui venait de remporter une écrasante victoire aux élections législatives. Aussitôt, tous les principaux acteurs politiques et religieux du pays ont salué cette décision du « leader national », comme ils ont pris l'habitude d'appeler leur président.

Avec les élections du 2 mars, cette rotation sur l'échiquier politique russe est en train d'être réalisée. Désormais, Poutine ne sera plus président mais bénéficiera d'un instrument nouveau, le parti « La Russie unie ». Jusqu'ici, il s'agissait d'une coquille vide, sans leaders, sans idéologie, sans autre programme que celui de soutenir le maître à Kremlin. Or depuis la fin de 2007, les choses commencent à changer : l'organisation se réforme, ses cadres se réveillent. Au sommet du parti, une instance nouvelle vient d'être créée : le « Conseil supérieur », l'équivalent exact de ce qu'était le Politburo du Parti communiste à l'époque soviétique. Parmi les 25 membres, tous des proches de Poutine, on retrouve ainsi, comme à l'époque du Politburo, tous les gouverneurs des régions de la Fédération russe.

Le choix de Dmitri Medvedev n'est pas anodin. Jeune juriste à la mairie de Saint-Pétersbourg, Medvedev défend en 1992 Poutine qui, en tant que premier adjoint au maire Anatoli Sobtchak, se voit accusé par le parlement local d'avoir détourné les aides internationales arrivant dans la ville. C'est grâce à Medvedev que les poursuites à l'encontre de Poutine ont été abandonnées. Après un court passage dans le secteur privé, en 1999, Medvedev rejoint Poutine au Kremlin. Dès 2000, il dirige le conseil d'administration de Gazprom. A la fin de 2005, il a été nommé le premier vice-premier ministre. Ses fonctions lui ont permis de constituer sa propre équipe de pouvoir. Sa carrière dans les grandes entreprises lui garantit le soutien de quelques oligarques : Alexeï Miller, patron de Gazprom ; Roman Abramovitch, patron de club Chelsea et gouverneur de Tchoukotka ; Oleg Deripaska, chef d'aluminium russe. Ses engagements politiques l'inscrivent dans le cercle des proches de Poutine donc dans l'administration présidentielle et dans le « clan » fermé des officiers des services de sécurité – FSB.

La nomination de Medvedev ne signifie donc pas, loin s'en faut, la fin de système poutinien. Elle complique cependant la scène. Quel sera le pouvoir respectif de l'ancien et du nouveau président ? Sans aucun doute, Poutine va dominer, Medvedev étant incomparablement plus faible. L'équipe de ce dernier se compose essentiellement de juristes peu influents au sein du système de pouvoir russe, et dont la moitié appartient d'ailleurs aussi à l'équipe de Poutine. Toutefois, Medvedev contrôlera les forces de l'ordre, en tout cas au début de son mandat, ce qui peut s'avérer un atout considérable, comme cela a été le cas pour Boris Eltsine en 1993. Si Poutine devient Premier ministre comme il l'affirme, il tentera peut-être de faire évoluer la législation en sa faveur, en reprenant sous son contrôle les forces de l'ordre.

Personne ne peut dire aujourd'hui quelle sera la relation entre les deux hommes politiques, si Medvedev se résignera au rôle d'exécutant où essaiera à un moment donné de défier Poutine. Mais au-delà d'une éventuelle lutte personnelle, reste la question de savoir comment évoluera le « système » bâti par Poutine. On devine aisément que ce ne sera pas dans le sens de la démocratie ; les dernières élections montrent au contraire que la Russie s'en éloigne de plus en plus. Dans la mesure où l'on peut parler d'une « voie russe de développement » pour décrire la façon dont les élites russes perçoivent l'avenir de leur pays,

cette voie ne mène pas à la démocratie occidentale mais à un « modèle » spécifique, qui plonge ces racines et cherche sa légitimité dans l'histoire russe, plutôt que dans la conformité avec les standards démocratiques occidentaux¹.

Au-delà de ce constat, s'ouvre un champ d'incertitudes. Le « système » construit par Poutine est certes « légitime » aux yeux de la population, pour peu que le mot « légitime » ait un sens dans le contexte russe². Est-il pour autant viable ? Comment va-t-il évoluer dans le contexte nouveau ?

La Russie au terme des deux mandats de Poutine

Revenons d'abord à ce qu'a été le « système » pendant les deux mandats de Poutine. Ce « système » se caractérise par ce que le sociologue Iouri Levada appelait « modernisation autoritaire » : l'extrême concentration du pouvoir, la mise au pas de toutes les sphères de la société et la mise « hors jeu » des institutions politiques. Selon une autre sociologue, Olga Krichtanovskaia, le trait principal du système politique russe sous Poutine a été la non-séparation des pouvoirs. Les trois branches législative, exécutive et judiciaire dépendent étroitement du même centre, du Kremlin, qui le contrôle comme un ministère contrôle ses départements.

Au début des années 1990, les institutions politiques avaient reçu leur indépendance. Acquis au moment des transformations économiques, cette indépendance fut perçue comme la source du désordre et la cause des malheurs qui s'étaient abattus sur la population. L'exécutif et certains membres de l'élite politique et religieuse ont popularisé la peur et le sentiment de danger imminent qui menacerait la Russie. Dans de nombreux cercles, l'arrivée de Poutine au pouvoir en 2000 a été vécue comme un nouveau départ : le nouvel homme fort mettrait fin au désordre et rassurerait les Russes.

Poutine commence sa présidence par la réalisation de deux objectifs principaux : la construction de son équipe et la liquidation progressive des contre-pouvoirs (partis politiques, ONG, médias, journalistes indépendants...). Durant les deux premières années, il remplace

¹ A ce sujet, voir le précédent article de l'auteur pour La Vie des Idées, « Les élites de la Russie postsoviétique. Le cynisme et l'apathie ».

http://www.laviedesidees.fr/Le-cynisme-et-l-apathie.html?decoupe_recherche=russie.

² N'oublions pas que toujours près de 70% des citoyens soutiennent Vladimir Poutine, voir les sondages, notamment sur www.levada.ru ou www.romir.ru.

25% de l'élite politique³ en plaçant ses hommes, venus des services de sécurité (les *siloviki*), aux postes clés. Durant son second mandat (2004-2008), Poutine élimine ce qui reste du pluralisme politique, objectif qu'il poursuit en durcissant sans cesse les lois électorales : suppression de l'élection directe des gouverneurs des régions (désormais nommés directement par Kremlin), relèvement du seuil électoral (de 5 à 7% des suffrages) nécessaire pour entrer au parlement, enfin le décret de 2007, stipulant qu'au moins 50% des députés des assemblées, régionales et nationale, doivent figurer sur la liste d'un parti. Pour comprendre l'importance de cette dernière décision, rappelons qu'il y a de moins en moins de partis politiques en Russie. La loi de 2001, confirmée par la Cour constitutionnelle en 2005, interdit de créer des partis régionaux et interrégionaux. La loi de 2005 précise à son tour que pour être enregistré, un parti doit avoir des représentations dans au moins 50% des sujets dont se compose la Fédération russe et doit compter au minimum 50 000 membres. Elle interdit aussi la formation coalitions électorales entre plusieurs partis. Cet arsenal juridique a permis d'éradiquer des partis politiques ; en 2007, il ne restait que 17 partis sur les 46 enregistrés en 2006, et leur nombre continuer de baisser.

Parallèlement, la vie démocratique a progressivement été vidée de toute substance. Cinq lois électorales adoptées en décembre 2006 ont encore profondément modifié la législation. Le seuil minimal de participation (20% des inscrits), jusqu'alors nécessaire pour qu'une élection soit valide, a été supprimé. Il est donc impossible de boycotter les élections, de protester ou de voter « contre tous ». Il est aussi interdit de faire « de la propagande » contre ses adversaires politiques, ce qui supprime par conséquent tout débat. Une personne sanctionnée administrativement pour « extrémisme » – terme que la loi ne définit pas, laissant aux juges le soin de lui donner un contenu selon les besoins du moment – ou un citoyen possédant une double citoyenneté ne peut se porter candidat⁴. Toutes ces dispositions sont des violations évidentes des articles de la Constitution russe de 1993, pourtant toujours en vigueur. De plus, les associations et les organisations civiles ayant reçu des aides des gouvernements étrangers ne peuvent contribuer aux fonds électoraux. Peu précises, toutes ces

³ Ce chiffre vient de la communication de Olga Krichtanovskaia, au CERI, Paris, 17 janvier 2008, qui définit l'élite politique par les postes clés de l'administration : gouvernement central, administration présidentielle, gouverneurs des régions, présidents des assemblées régionales, députés des deux chambres, en tout près de 1100 personnes.

⁴ *Biuletten natsionalnogo tsentra monitoringa demokraticheskikh protsedour* (Bulletin du centre national de monitoring des procédures démocratiques), n° 2, février 2007, p. 52. Mais aussi M. Sokolov, « Le vote confisqué en Russie. Etude des élections régionales de 2007 », Ceri Sciences Po, Les Cahiers russes.

dispositions introduisent à dessein l'arbitraire dans la régulation juridique, de sorte qu'un article de la loi ne puisse jamais être opposé à la volonté du pouvoir.

Les dernières campagnes électorales montrent le résultat de cette évolution. L'orientation politique des candidats, leurs programmes et propositions ne comptent plus. La campagne pour les législatives de décembre dernier n'avait abordé aucun sujet sérieux, se focalisant entièrement sur la personne de Vladimir Poutine et les secrets qui entouraient sa future fonction. Elle était quasi virtuelle, puisque les partis, à l'exception du parti du pouvoir, n'avaient pas ou peu accès aux médias. Parallèlement, l'Eglise orthodoxe russe et toutes les religions traditionnelles n'ont eu de cesse de louer Poutine et défendre son droit légitime de rester au pouvoir.

Le deuxième but de Poutine dans les années 2004-2008 concernait l'enracinement de son propre politique dans la sphère économique. D'une part, il s'agissait de mettre au pas le monde des affaires. Des oligarques trop indépendants ont été mis en prison ou poussés à l'émigration. Le cas le plus connu concerne Mikhail Khodorkovski, le patron du groupe pétrolier Ioukos, arrêté en 2004 et condamné à neuf ans de prisons. Sa faute était d'avoir des ambitions politiques, de critiquer le pouvoir et de fonder l'ONG « Russie ouverte ». Mais il s'agit aussi de Boris Berezovski, qui avait « ses » ministres au gouvernement, et de Vladimir Goussinski, propriétaire de la chaîne NTV, intervenait directement dans la ligne éditoriale.

Parallèlement, Poutine a construit son propre empire économique. Il a commencé à s'enrichir déjà à son poste d'adjoint au maire à Saint-Pétersbourg ; en tant que président, il a poursuivi ce travail avec tant d'énergie que l'économiste Stanislav Belkovski estime aujourd'hui à 40 milliards de dollars les actifs contrôlés par le président sortant ou par des personnes interposées par lui. Comme la famille Eltsine avant elle, la famille Poutine a pris ses parts dans le pétrole et distribue tous les postes clés à ses proches. Pour reprendre le contrôle sur les secteurs clés, Poutine s'est amplement servi de l'Etat : en 2005, le gouvernement décrète que l'Etat doit désormais contrôler toutes les décisions importantes (chiffres, investissements, marchés) concernant les compagnies opérant dans les secteurs militaire, énergétique, nucléaire et de transport, ainsi que quelques chaînes de télévisions et quelques banques. Résultat : dans les 26 plus grandes compagnies de ces secteurs, l'équipe de Poutine occupe tous les postes dans la direction et dans les conseils de l'administration.

Qui va diriger la Russie ?

Les médias russes et occidentaux abondent des spéculations sur une éventuelle lutte de pouvoir entre l'ancien et le nouveau président. Plus important est cependant la question de savoir comment évoluera le « système » après le « départ » de Poutine. On ne peut que spéculer sur l'issue de la lutte des « clans », ces groupes de pouvoir fermés au monde extérieur. Poutine en construisant son équipe depuis 2000 a fait accéder au pouvoir divers des personnes provenant des milieux divers. Le groupe le plus important est constitué des anciens des services de sécurité. En tant que chef du FSB à la fin des années 1990, Poutine avait un large groupe de fidèles dans ces structures et il les a progressivement placés aux postes clefs. Ce milieu est actuellement divisé par des luttes internes, entre les différents « anciens » du FSB. Le deuxième « clan » est composé des pragmatiques, des anciens collègues d'études et de la mairie de Saint-Pétersbourg. Enfin le troisième « clan » peut être défini comme un groupe des technocrates proches du Kremlin, auteurs des réformes. Tous ces clans sont en conflit mais aucun n'est assez fort pour monopoliser complètement le pouvoir. Poutine s'est montré très habile dans le rôle d'arbitre : les fauteurs des troubles (comme l'ancien premier ministre Mikhaïl Fradkov) n'étaient pas écartés mais simplement éloignés du centre du pouvoir avec la garantie d'occupation d'un poste honorifique. Les hautes responsabilités économiques étaient distribuées précieusement entre les représentants de divers clans.

Si Medvedev suit Poutine en tout, il deviendra rapidement un otage du « clan » des forces de sécurité, dont les représentants les plus éminents (notamment Sergueï Ivanov) étaient pressentis au poste qu'il occupe désormais. Il doit toutefois rester fidèle à Poutine pour survivre en tant que président. Il est impossible de savoir aujourd'hui comment va-t-il réagir dans les faits. Va-t-il reprendre à son compte la stratégie consistant à réunir la nation autour des ennemis communs, venant la plupart du temps de l'Occident ? Va-t-il opter pour une ouverture de la Russie, par exemple dans le domaine économique, provoquant ainsi le conflit avec les « siloviki » ? Nul ne le sait.

Il devra affronter plusieurs défis. S'il a profité de la hausse des prix des matières premières, le deuxième mandat de Poutine a néanmoins été marqué par une stagnation économique, manque de réformes et d'investissements. La ministre du développement économique, Elvira Nabioulina, soulignait même que la croissance de la Russie, avoisinant 7-8% actuellement, peut se réduire de moitié si aucune réforme n'est mise en œuvre. Par

ailleurs, la pression inflationniste est forte puisque les revenus des matières premières ne contribuent aucunement au développement de la production. Et avant tout, la Russie, selon, reste toujours un des pays le plus corrompu du monde (163^e place dans le classement de Transparency International en 2007). Medvedev devra donc résoudre deux problèmes principaux : premièrement, réorienter le modèle économique du pays vers une économie plus innovante et plus productive, et rompre ainsi avec l'extrême dépendance des matières premières ; deuxièmement, investir dans les champs délaissés par Poutine : le système de la santé, l'éducation, les retraites...

Mais le « système » créé par Poutine est-il réformable ? On peut en douter. Si l'économie reste subordonnée à la politique, à l'intérieur même du champ politique les « clans » s'opposent dans une lutte qui n'a plus d'arbitre. Réformer voudrait donc bien dire négocier avec tous les groupes et les convaincre de dialoguer entre eux, et il n'est pas sûr que Medvedev en soit capable.

Texte paru dans laviedesidees.fr, le 25 mars 2008

© laviedesidees.fr